

سے

REGLEMENT DE CONSULTATION

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°08/CSEFRS/2021**

Relatif à

**L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DES EQUIPEMENTS ET DES
LICENCES DE LOGICIELS PERMETTANT L'ELIMINATION DES POINTS
UNIQUES DE DEFAILLANCE DANS LE RESEAU INFORMATIQUE DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

LOT UNIQUE

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS	3
ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10 : REUNION DE PRESENTATION DES PRESTATIONS DEMANDEES	6
ARTICLE 11 : OFFRE TECHNIQUE	6
ARTICLE 12 : OFFRE FINANCIERE	6
ARTICLE 13 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS PAR LES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 17 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 18 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES	10
ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	10
ARTICLE 20 : DELAIS POUR LA RECEPTION DES OFFRES	10
ARTICLE 21 : MONNAIE	10
ARTICLE 22 : LANGUE	10
ARTICLE 23 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES	10

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet **l'acquisition et la mise en place des équipements et des licences de logiciels permettant l'élimination des points uniques de défaillance au niveau du réseau informatique du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en lot unique.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est : le **CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.**

ARTICLE 3 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N°2-12-349 du 08 Jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur, art 25 du décret n° 2-12-349 ;
- f. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux du Pôle Ressources du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et avenue Al Melia, Hay Ryad, Madinat Al Irfane, Rabat, dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site du Conseil (www.csefrs.ma)

ARTICLE 7 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS ET DEMANDES DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les

documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N°2-12-349 du 08 Joumada I 1934 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
 - sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme
2. Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres les personnes physiques ou morales qui sont :
 - En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 précité.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, tel qu'il a été modifié par le décret N°2-19-69 du 24 Mai 2019, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

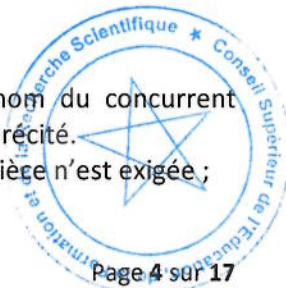
1. Un dossier administratif :

1.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur en un exemplaire comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret N° 2-12-349 du 20 mars 2013, tel qu'il a été modifié par le décret N°2-19-69 du 24 Mai 2019, sur les marchés publics (modèle en annexe) ;
 - b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.
 - c. En cas de groupement, joindre au dossier administratif une copie légalisée de la **convention de la constitution** du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention et la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - d. Les **organismes publics** doivent fournir la déclaration sur l'honneur et le texte les habilitant à réaliser la prestation objet du marché.
- **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**
 - En plus des pièces prévues aux points a) et b) ci-dessus, l'**attestation d'immatriculation au registre local des coopératives**.
 - **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**
 - En plus des pièces prévues aux points a) et b) ci-dessus, l'**attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an**.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité.
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;



- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce **pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.**
 - Les organismes publics doivent fournir les attestations visées aux paragraphes b (pour les organismes soumis au régime de la fiscalité) et c.
 - Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

NB : La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

⇒ **NB : En cas de groupement :**

Chaque membre du groupement **conjoint**, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Les membres du groupement **solidaire**, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

La convention de la constitution du groupement doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

⇒ **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives ;
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée.
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément à l'article 24 du décret.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

⇒ **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'auto-entrepreneur est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constituée des garanties prévues à l'article 24 du décret. Cette



attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

2. Un dossier technique comprenant :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- Les attestations de référence, portant sur des prestations similaires à l'objet de l'appel d'offres, ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires. **Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

Seules les attestations ayant un objet similaire à l'objet de l'appel d'offres seront prises en considération.

ARTICLE 10 : REUNION DE PRESENTATION DES PRESTATIONS DEMANDEES

Pour les soumissionnaires désirant mieux appréhender les prestations à réaliser, objet de l'appel d'offres, une réunion de présentation de l'existant sera organisée **le lundi 18 octobre 2021 à 11h00, en présentiel**, au niveau du siège du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et avenue Al Melia, Hay Ryad, Madinat Al Irfane, Rabat et **à distance**.

Pour les soumissionnaires désirant **assister à la réunion à distance**, ils sont tenus de déposer une demande de participation à la réunion **sur le portail des marchés publics au niveau de la rubrique « registre des questions »**. Les soumissionnaires doivent mentionner au niveau de la demande **leur adresse mail** où leur sera transmis le lien de connexion à la réunion.

Il sera dressé un procès-verbal de la réunion de présentation qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses formulées aux concurrents concernés.

ARTICLE 11 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique composée des documents suivants :

1. Une note méthodologique comprenant, notamment,
 - La démarche proposée pour la réalisation des prestations ;
 - L'architecture cible proposée ;
 - Le chronogramme détaillé de réalisation des prestations ;
 - Le programme et le contenu détaillé de la formation technique.
2. La liste des profils affectés à la mission, indiquant leurs niveaux d'étude, leurs expériences dans le domaine, leurs rôles et le temps d'intervention :
 - **1 chef de projet** ayant au minimum un BAC + 5 et une expérience minimale de 5 ans en gestion de projets similaires.
 - **2 cadres informaticiens** disposant d'au moins BAC + 4 et une expérience minimale de 3 ans dans la réalisation des projets similaires.
3. Les curriculums vitæ originaux détaillés de chaque membre de l'équipe chargée de la réalisation de la prestation objet de cet appel d'offres, co-signés par le représentant du soumissionnaire et l'intéressé ;
4. Les copies certifiées conformes des diplômes des membres de l'équipe
5. La certification d'un des membres de l'équipe sur l'un des produits et les technologies proposées ;
6. Le tableau de conformité contenant la réponse aux spécifications des équipements, sous forme d'un tableau à deux colonnes. La première colonne contient le détail des différentes caractéristiques exigées par le CPS (Cahier des Prescriptions Spéciales) et la deuxième colonne la proposition du concurrent correspondant à chacune des sous-rubriques correspondantes à la première colonne. **(Voir modèle annexe 3 du règlement de la consultation)**

N.B :

- **L'absence de l'une des pièces mentionnées ci-dessus implique l'écartement de l'offre du concurrent concerné.**

ARTICLE 12 : OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013),

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) Un acte d'engagement dûment rempli et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) et signé par le concurrent ou son représentant habilité, établi conformément au modèle ci-joint en annexe ;

2) Le bordereau des prix et le détail estimatif

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif, doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 27 du décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 13 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1) Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité ;
- Un dossier technique précité ;
- Une offre technique précitée ;
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché;
 - Le bordereau des prix - détail estimatif du marché.

Le montant total des actes d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

2) Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret N°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois (03) enveloppes distinctes :

- a) **La première enveloppe** outre le CPS signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages, contient le dossier administratif et le dossier technique. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif et technique** ».
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».
- c) **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre technique** ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret N°2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soient déposés contre récépissé leurs plis au Pôle Ressources indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Pôle Ressources ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique via le site web www.marchespublics.gov.ma

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.



Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret N° 2.12.349 précité.

ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixé pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret N°2-12-349 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret précité.

ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission apprécie les capacités financières et techniques des concurrents en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans leurs dossiers administratif et technique.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 38, 39, 40 et 41 du décret N° 2.12.349 précité.

ARTICLE 17 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'examen des offres techniques concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et du dossier technique conformément aux dispositions de l'article 38 du décret N°2-12-349 précité.

Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser les offres techniques des candidats retenus. A cet effet, ces offres seront jugées sur la base d'une évaluation technique.

L'évaluation technique des offres sera axée sur les critères suivants :

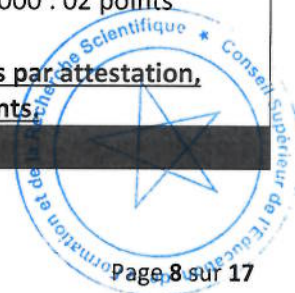
- L'expérience du soumissionnaire dans le domaine de l'appel d'offres.
- La qualité de la méthodologie proposée, la conformité de l'architecture cible par rapport aux spécifications du CPS et le chronogramme ;
- Les Moyens humains mobilisés ;
- Le tableau de conformité ;
- La qualité du contenu de la formation technique proposée.

Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les cinq critères sus indiqués de la manière suivante :

- **Nt1 : Expérience du soumissionnaire dans le domaine de l'appel d'offre (10 points)**

Ce critère sera apprécié sur la base des attestations de références de chaque concurrent :

Critères d'évaluation	Barème	Nombre d'attestation
Nombre d'attestations de référence obtenues pour la réalisation de prestations similaires.	05	>= 5 attestations : 05 points 4 attestations : 04 points 3 attestations : 03 points 2 attestations : 02 points 1 attestation : 01 point
Consistance et importance « Montant » des prestations réalisées.	05	<300.000 : 0 points Entre 300.000 <= M <=400.000 : 01 points Entre 400.000 < M <= 500.000 : 02 points >500.000 : 03 points Les points seront attribués par attestation, avec un plafond de 05 points
TOTAL	10	



- **Nt2 : Note Méthodologique (10 points)**

Critères d'évaluation	Barème	NOTES
Démarche et architecture cible proposées <ul style="list-style-type: none"> - Très Bonnes - Satisfaisantes - Insuffisantes 	05	Entre [4 - 5] Entre [2 - 3] Entre [0 - 1]
Chronogramme détaillé de réalisation des prestations <ul style="list-style-type: none"> - Satisfaisant - Insuffisant 	02	02 points 00 point
Programme et contenu détaillé de la formation technique <ul style="list-style-type: none"> - Satisfaisant - Insuffisant 	03	03 points 00 point
TOTAL	10	

- **Nt3 : Qualifications et compétences de l'équipe projet (60 points)**

La note qui sera attribuée aux moyens humains est la somme des notes obtenues pour chaque membre de l'équipe.

Critères d'évaluation	Barème	Approche pour l'appréciation
Chef de projet /25 POINTS		
Expérience dans la gestion de projets (nombre d'années)	10	> à 5 ans : 10 points = à 5 ans : 5 points < 5ans : 00 points
Nombre de projets similaires gérés	15	>= 6 projets : 15 points 05 projets : 10 points 04 projets : 07 points 03 projets : 05 points < à 3 projets : 01 points
Cadres informaticiens /25 POINTS		
Expérience dans des projets similaires	10	> à 3 ans : 10 points =3 ans : 8 points < à 3 ans : 00 points
Participation dans des projets similaires	15	>=06 projets : 15 points 05 projets : 10 points 04 projets : 07 points 03 projets : 05 points < à 3 projets : 00 points
Certification		
Certification d'un des membres de l'équipe dans l'un des produits proposé	10	Certifié : 10 points Non Certifié : 00 points
N.B. : la note qui sera attribuée est le résultat de la moyenne des notes obtenues par chaque membre de l'équipe.		
TOTAL	60	

- **Nt4 : Le tableau de conformité contenant la réponse aux spécifications des équipements (20 points)**

Critères d'évaluation	Barème	Nombre d'attestation
Conformité des spécifications des équipements proposés par rapport aux caractéristiques exigées par le CPS	20	Conforme : 20 points Non conforme : 00 point

Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une **note technique supérieure ou égale à 70 points** (la note technique est égale : $NT=NT1+NT2+NT3+NT4$).

ARTICLE 18 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Après élimination des offres non satisfaisantes, les offres seront examinées conformément aux dispositions de l'article 40 du décret N° 2-12-349 précité tel qu'il a été complété par le décret N°2-19-69 du 18 Ramadan 1440 (24 Mai 2019).

L'offre la plus avantageuse est la moins disante.

ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 20 : DELAIS POUR LA RECEPTION DES OFFRES

Le délai pour la réception des offres expire à la date et à l'heure limites fixées par l'avis d'appel d'offres, pour la séance d'examen des offres.

Les offres qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

ARTICLE 21 : MONNAIE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n°2.12.349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

ARTICLE 22 : LANGUE

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française ou arabe.

ARTICLE 23 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Le résultat définitif de l'appel d'offres aura lieu conformément aux dispositions de l'article 44 du décret N°2.12.349 précité.

Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de donner suite à l'appel d'offres.

Aucun concurrent ne peut prétendre à une indemnité, si ses propositions ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
Appel d'offres Ouvert N°08/CSEFRS/2021

L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DES EQUIPEMENTS ET DES LICENCES DE LOGICIELS PERMETTANT L'ELIMINATION DES POINTS UNIQUES DE DEFAILLANCE DANS LE RESEAU INFORMATIQUE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, EN LOT UNIQUE.

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u> (La société soumissionnaire)</p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Iman KERKEB Secrétaire Générale Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>

ANNEXE

ANNEXE N° 3
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°08/CSEFRS/2021 relatif à l'acquisition et la mise en place des équipements et des licences de logiciels permettant l'élimination des points uniques de défaillance dans le réseau informatique du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en lot unique

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ;

Adresse du domicile élu : ;

Affilié à la CNSS sous le n° : ;

Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n°.....

N° de la patente.....

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) ;

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrit au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....

N° de la patente

c) Pour les coopératives ou union de coopératives :

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (dénomination de la coopérative ou union de coopérative) ;

Au capital de :

Adresse du siège social

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le N°

Inscrite au registre local des coopératives..... (localité) sous le n°.....

N° de la taxe professionnelle

d) Pour l'auto-entrepreneur :

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité)

Adresse.....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur..... (localité) sous le n°.....

N° de la taxe professionnelle

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :



1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix global établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N° 4
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°08/CSEFRS/2021
- Objet du marché : l'acquisition et la mise en place des équipements et des licences de logiciels permettant l'élimination des points uniques de défaillance dans le réseau informatique du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en lot unique

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :Affilié à la CNSS sous le n° :
Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le N°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
Agissant au nom et pour le compte..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
Au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affiliée à la CNSS sous le N°
Inscrit au registre du commerce (Localité) sous le n°
N° de patente
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR..... (RIB)

C- Pour les coopératives ou union de coopératives :

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de(dénomination de la coopérative ou union de coopérative) ;
Au capital de :
Adresse du siège social
Adresse du domicile élu :
Affiliée à la CNSS sous le N°
Inscrite au registre local des coopératives..... (localité) sous le n°
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)
N° de la taxe professionnelle

D- Pour l'auto-entrepreneur :

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité)
Adresse.....
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur..... (localité) sous le n°
N° du compte courant postal bancaire ou à la TGR.....(RIB)
N° de la taxe professionnelle

Déclare sur l'honneur

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret N° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.



3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance ;
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 précité ;
 - que celle - ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
5. m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personnes interposées des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
6. m'engage à ne pas faire par moi –même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché
7. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité
8. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

9. Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 138 et 159 du décret N° 2.12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.





المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵓⵔⵓⵔⵉ ⵉⵎⵓⵔⵓⵔⵉ ⵉⵎⵓⵔⵓⵔⵉ ⵉⵎⵓⵔⵓⵔⵉ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

ANNEXE N° 3

MODELE DU TABLEAU DE CONFORMITE

Caractéristiques prévues par le CPS	Détail de l'offre du Concurrent
<p>Exemple :</p> <p>Article 1 :</p> <p>..... ;</p> <p>..... ;</p> <p>..... ;</p>	

NB : Ce tableau doit être produit pour chaque article.

